



Renseignement d'Etat

Diplomatie parallèle

Grands contrats

Renseignement d'affaires

Etats-Unis Au-delà de la torture, qui est Gina Haspel ? →P.2

Irak Le renseignement dépassé par la recombinaison des djihadistes →P.4

Etats-Unis MAG, prestataire favori du renseignement US →P.5

Arabie Saoudite Société générale, conseil du fonds souverain de MbS →P.6

Arabie saoudite

MBS REDESSINE LA CARTE DE SES FOURNISSEURS D'ARMES

Mohamed bin Salman profite de sa tournée internationale pour revoir sa stratégie d'acquisitions militaires.

Quarté US gagnant. La visite triomphale et ultra-médiatisée du prince héritier et ministre de la défense **Mohamed bin Salman** (MbS) à Washington, commencée le 19 mars, vient entériner la lune de miel historique entre les complexes militaro-industriels des deux pays. Comme les autres Etats fournisseurs de l'Arabie, les Etats-Unis ont vu leurs réseaux locaux décimés par la purge de novembre. Mais, sollicités par le Palais, ils se sont vite associés avec les nouvelles entités portées par le prince héritier pour répondre à la *Vision 2030*, en tout premier lieu la **Saudi Arabia Military Industries** (SAMI). Celle-ci, dont le président **Ahmed al-Khateeb** est de tous les voyages de MbS, a pour charge de s'associer avec les groupes étrangers dans le royaume et de porter 50% de la valeur des contrats signés. Résultat, quels sont les quatre premiers groupes

étrangers à avoir noué des partenariats avec la SAMI ? **Boeing**, **Lockheed Martin**, **General Dynamics** et **Raytheon**... En réalité, les industriels américains de défense disposent déjà de réseaux bien établis au sein de la SAMI. Ainsi, l'un des administrateurs du groupe public, **Faisal bin Farhan al-Saoud**, est le conseiller spécial de l'ambassadeur saoudien à Washington, le jeune **Khalid bin Salman**, frère de MbS. Faisal bin Farhan est un ancien du bureau de compensation industrielle (*offset*) **Alsalam Aircraft Co**, détenu par Boeing, et qui est le sous-traitant local de Lockheed Martin (QIOL n°794). Les premiers clients de la SAMI seront les forces armées du royaume, y compris la Garde nationale, l'armée parallèle dorénavant dirigée par un proche de MbS, **Khalid bin Abdulaziz bin Muhammad bin Eyaf al-Muqrin al-Saoud**.

Suite française. Au retour de son *roadshow* américain, MbS est censé effectuer une courte visite à Paris, du 8 au 10 avril. Pour la préparer, l'Elysée a dépêché à Riyad **Philippe Etienne**, le conseiller diplomatique du président **Emmanuel Macron**, et **Emmanuel Bonne**, le directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères **Jean-Yves Le Drian**, quelques jours avant le départ de MbS pour Washington. Les industriels français peinent à s'adapter au nouveau fonctionnement saoudien. A titre d'exemple, le ministère de la défense veut dorénavant se passer des radars de **Thales** pour le programme de frégates du projet *Sawari*. A la place, ce seraient les Ita-

liens de **Leonardo** qui embarqueraient sur les navires. D'autres collaborations sont quasi au point mort, comme dans le domaine spatial, entre **ArianeSpace**, **Airbus Group** et le fonds souverain saoudien **Public Investment Fund** (PIF, la maison-mère de la SAMI). Les discussions avaient pourtant démarré sur les chapeaux de roue (QIOL n°777).

Londres en pâmoison. Avant sa tournée outre-Atlantique, MbS avait effectué une visite triomphale à Londres, début mars. En quête de nouveaux marchés pour compenser leur sortie d'Europe, les Britanniques ont sorti le grand jeu pour le jeune prince. MbS a été gratifié d'une rencontre peu protocolaire avec la reine **Elizabeth II** ainsi que, lors du dîner d'Etat, d'un toast mielleux du prince **Charles** vantant l'hospitalité saoudienne. MbS a pu rencontrer tous les ministres régaliens et les responsables des services de sécurité. MbS a remercié Londres en conséquence : **BAE Systems**, qui ne s'attendait plus à signer un *Memorandum of Intent* (MoI) pour l'achat de 48 avions *Typhoon*, a vu l'accord paraphé le dernier jour de la visite. De même, l'industriel sud-africain **Ivor Ichikowitz**, introduit à la cour saoudienne par son ami, le prince héritier d'Abou Dhabi **Mohamed bin Zayed al-Nahyan** (QIOL n°802), a profité de la visite à Londres pour pousser ses pions : il serait en train de signer un accord pour coproduire en Arabie plusieurs centaines de véhicules blindés de son groupe, **Paramount**. Marché aussi visé par **Nexter**. ●

Premier cercle



FRANCE L'AMF ENQUÊTE SUR LA FUSION SAFRAN-ZODIAC AEROSPACE

Selon nos informations, l'**Autorité des marchés financiers** a lancé une enquête sur de possibles délits d'initié en marge de l'offre publique d'achat (OPA), lancée concomitamment à une offre publique d'échange (OPE), de **Safran** sur **Zodiac Aerospace**. Soldée le 15 mars, l'OPA-OPE a permis au motoriste de prendre le contrôle de l'équipementier, très affaibli par plusieurs alertes sur résultat. Dans l'opération, des hauts dirigeants de Zodiac auraient pu en profiter. L'AMF se penche notamment sur le cas d'**Olivier Zarrouati**, l'ex-patron du groupe qui a lancé le rachat, avant de se voir évincé en juin 2017.

FRANCE PARLY FAIT ENTRER LES SUISSES DANS LA CONSTELLATION ESPION CSO

Selon nos informations, la Suisse va intégrer le programme *CSO/Musis*, la future constellation française de satellites d'observation. La signature de l'accord entre Paris et Berne doit intervenir d'ici la fin de l'année. Le sujet tient à cœur à la ministre des armées **Florence Parly**. La Suède, qui dispose toujours de stations polaires, et l'Allemagne, qui a abondé le CSO de 200 millions €, participent déjà au programme. Et ce, bien que Berlin développe dorénavant ses satellites d'observation optique, construits par **OHB System**, pour le compte directement du **BND**.

ETATS-UNIS/ARABIE AL-KHATEEB EN QUÊTE DE TECHNOS DE RENSEIGNEMENT

En marge du long déplacement du prince héritier **Mohamed bin Salman** à Washington, entamé le 19 mars, son conseiller défense **Ahmed al-Khateeb** a rencontré la plupart des chefs sécuritaires américains (QIOL n°801). Président de la **Saudi Arabia Military Industries** (SAMI), al-Khateeb voulait notamment voir comment apporter des nouveaux outils de cyber-renseignement dans le royaume. **CIA** et **NSA** en tête sont de plus en plus sollicités par les autorités saoudiennes pour les équiper de tels systèmes (QIOL n°781).

ÉTATS-UNIS Au-delà de la torture, qui est Gina Haspel ?

L'annonce, le 13 mars, de la nomination de **Gina Haspel** à la tête de la **CIA** par **Donald Trump** fait couler beaucoup d'encre. La position qu'elle a occupée dans les programmes d'*extraordinary rendition* de l'agence après le 11 septembre a cependant tendance à occulter les enjeux de sa nomination.

Première femme nommée à la tête du plus puissant service de renseignement au monde, elle est également, depuis le début des années 70, le premier directeur à être un pur produit de l'agence. Contactés par *Intelligence Online*, beaucoup de ses confrères, actuels ou passés, américains et de pays alliés, décrivent une professionnelle qui devrait rassurer l'agence. D'ailleurs, celle-ci est très active sur les réseaux sociaux pour assurer la promotion de sa nomi-

nation. Célibataire et sans enfant, elle a choisi de consacrer sa vie à la CIA. Plusieurs notent qu'un de ses tout premiers postes à l'étranger était en Ethiopie, sous **Mengistu Haile Mariam**, dans les années 80, ce qui forge le caractère.

Guère connue comme un leader charismatique, elle ne devrait pas faire de l'ombre à son prédécesseur, le nouveau secrétaire d'Etat **Mike Pompeo**. De plus, elle connaît l'agence sur le bout des doigts, notamment son joyau, le *National Clandestine Service* (NCS). Cette connaissance intime devrait lui permettre de défendre les intérêts de la CIA, déstabilisée par la réforme contestée de ses directorats, déjà un sujet de préoccupation de Pompeo ([@ IOL n°793](#)), et par les coups de boutoir de la Maison blanche. ●

FRANCE La DRSD au cœur du prochain mercato de généraux

Selon nos informations, l'actuel patron de la **Direction du renseignement et de la sécurité de la défense** (DRSD, ex-DPSD), le général **Jean-François Hogard**, est intéressé par le poste de chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT). Avantage pour lui, le détenteur du poste, **Jean-Pierre Bosser**, a lui aussi dirigé la DPSD avant de devenir CEMAT.

Jean-Pierre Bosser, quant à lui, s'est positionné pour le poste de chef d'état-major particulier (CEMP) de la présidence de la République, qui ne devrait se libérer que d'ici un an. Mais le château lui préfé-

rerait à ce jour **Grégoire de Saint-Quentin**, sous-chef d'état-major "opérations" de l'état-major des armées. De ce fait, Bosser pourrait être nommé au Conseil d'état.

De son côté, **Laurent Isnard**, à la tête du **Commandement des opérations spéciales** (COS), pourrait rester encore un an, tant que le poste de SCOPS tenu par Saint Quentin ne bougera pas.

Pour le poste de DRSD, c'est l'inamovible patron de la direction des opérations (DO) de la **DGSE** depuis 2012 ([@ IOL n°790](#)), **Eric Bucquet**, qui est désormais pressenti. ●

ÉTATS-UNIS Bolton, un conseiller à la sécurité nationale aux intérêts multiples

L'arrivée de **John Bolton** comme *National Security Adviser* de **Donald Trump** fait non seulement la joie des néo-conservateurs américains, mais également des entreprises qui l'ont employé. Outre un poste de consultant chez **Fox News**, Bolton a multiplié les missions de conseiller pour les entreprises américaines.

Jusqu'à sa nomination, Bolton a ainsi siégé au conseil d'administration de la société de services parapétroliers **Diamond Offshore Drilling**. Celle-ci est très présente dans le Golfe persique, mais aussi en Asie du sud-est (Vietnam et Malaisie notamment).

Bolton a aussi été pendant quelque temps membre du conseil consultatif d'**Advanced Plasma Solutions** (APS), une société pétrochimique. Il y côtoyait notamment **Christopher Harvin**, le patron du cabinet de lobbying **Sanitas International** (lire [@ ici](#)).

De plus, il a, par le passé, conseillé **EMS Technologies**, une société spécialisée dans les communications militaires, rachetée par **Honeywell** en 2011. Son ancien patron, **Jack Mowell**, parti fonder son propre fonds d'investissement, a depuis investi dans l'avionique militaire (**Aspen Avionics**) et dans les drones (**Sensurion**). ●

ÉTATS-UNIS

Randall Schriver, l'allié de Taïwan au DoD

Alors que Taïwan se retrouve au milieu d'une nouvelle passe d'armes, ce mois-ci entre les Etats-Unis et la Chine, l'île nationaliste dispose d'un allié fidèle dans l'administration de **Donald Trump**. **Randall Schriver**, nommé *Assistant Secretary of Defense for Asian and Pacific Security Affairs* en janvier, pousse de longue date pour un rapprochement entre Taipei et Washington. Il a notamment cofondé **Armitage International**, le cabinet de conseil de **Richard Armitage**, l'adjoint de **Colin Powell** au département d'Etat sous **George W. Bush**. Schriver a notamment accompagné Armitage lors sa rencontre à Taipei avec la présidente taïwanaise **Tsai Ing-wen** en 2016.

RUSSIE

La Garde nationale veille aux élections

La récente création de **Vladimir Poutine**, la **Garde nationale** (*Rosgvardia*, [@ IOL n°798](#)), confirme, à l'occasion de l'élection présidentielle du 18 mars, sa montée en puissance. Ce sont ses antennes régionales qui ont coordonné toute la sécurité du scrutin, avec le ministère de l'intérieur et les sociétés de sécurité privées. Une fonction qui relevait auparavant des services du ministère. Les cyber-spécialistes des autorités étaient également mobilisés, puisque la Commission électorale russe a fait fuiter que le site de la Commission aurait été la cible d'une dizaine d'attaques cyber...

FRANCE

DRPP : une femme pour suivre les radicalisés

Françoise Bilancini, la patronne de la **Direction du renseignement de la Préfecture de police** (DRPP), fait appel à une femme commissaire, **Marie-Emmanuelle S.**, pour diriger la section récemment créée dédiée au "*suivi de la radicalisation à caractère terroriste*". Celle-ci était auparavant cheffe de la circonscription de Fontenay-sous-Bois. C'est la deuxième femme que Bilancini nomme, après sa nouvelle cheffe d'état-major ([@ IOL n°801](#)).

RUSSIE/SYRIE

Narychkine en visite à Damas

Serguei Narychkine, le directeur du **SVR**, le service russe de renseignement extérieur, était en visite à Damas le 20 mars, accompagné de l'envoyé spécial sur la Syrie de **Vladimir Poutine**, **Alexander Lavrentiev**. Lors de leurs entretiens avec **Ali Mamlouk**, le patron du **Bureau de la sécurité nationale** (BSN), **Jamil Hassan**, le chef des **Renseignements de l'armée de l'air**, et d'autres officiels, les deux Russes sont notamment revenus sur les négociations en cours avec la rébellion syrienne, en voie de décrépitude. Ils étaient également là pour préparer la reconstruction du pays, qui s'annonce colossale.

FRANCE En lune de miel avec Delhi, Paris garde un pied à Islamabad

Alors que Paris vante ses bonnes relations sécuritaires avec le gouvernement indien de **Narendra Modi**, illustrées par la visite du président **Emmanuel Macron** le 10 mars, la France continue néanmoins de coopérer dans ce domaine avec son grand rival, le Pakistan. Cette relation stratégique, très discrète, est toutefois bien réelle. Le ministère de l'intérieur pilote ainsi toujours la formation d'une unité de contre-terrorisme à Karachi.

Cette tâche avait été arrêtée, il y a quelques années, par le groupe d'intervention de la

police, le **RAID**, et celui de la **Gendarmerie nationale**, le **GIGN**. Ce dernier assure, depuis lors, la formation des unités spéciales... indiennes, les **Black Cats** du **National Security Guard** (NSG, [Q IOL n°755](#)).

Islamabad continue également de s'approvisionner auprès de groupes français pour certains équipements de sécurité. Des gros-porteurs **Ilyushin IL-76** pakistanais viennent ainsi régulièrement charger du fret sur un discret aéroport du centre de la France. ●

ÉTATS-UNIS Le DSS, chien de garde de Trump contre les investissements chinois

Le service de contre-espionnage du Pentagone, le **Defense Security Service** (DSS), a lancé fin février un appel d'offres pour externaliser l'analyse des renseignements collectés par sa **Critical Technology Protection Cell** (CTPC). Cette cellule est chargée de protéger les chaînes d'approvisionnement du Pentagone contre les prises de contrôle étrangères. Très sollicitée, la cellule surveille déjà plus de 300 programmes sensibles chaque année et doit se renforcer pour suivre le rythme imposé par l'administration de **Donald Trump**.

Sous l'impulsion du secrétaire au Trésor **Steven Mnuchin**, le **Committee on Foreign Investment in the United States** (CFIUS) a considérablement augmenté le nombre de ses contrôles sur les investissements étrangers. Le comité a examiné fin février le

possible rachat du fabricant américain de semi-conducteurs **Qualcomm** par son concurrent **Broadcom**, établi à Singapour, faisant planer un possible blocage. Il s'était opposé en novembre dernier à l'acquisition d'un autre fabricant américain par un fonds d'investissement chinois ([Q IOL n°794](#)).

Pour ses décisions les plus techniques, le CFIUS se fie aux recommandations du **Team Telecom**, un groupe de travail ad hoc réunissant des juristes du **Department of Homeland Security** (DHS), du département d'État, du Pentagone et du **FBI**. Ce comité au fonctionnement opaque, qui sous-traite régulièrement ses analyses à la firme **Centra Technology**, avait contribué à écarter le chinois **Huawei** des appels d'offres d'**AT&T** et **Sprint** pour le déploiement de leurs réseaux 4G. ●

UKRAINE Le renseignement extérieur se muscle pour satisfaire les Etats-Unis

Largement soutenu par les Etats-Unis ([Q IOL n°789](#)), le service ukrainien de renseignement extérieur, le **SZRU**, multiplie depuis le début du mois les investissements afin de moderniser ses installations sur le territoire ukrainien. En janvier, Kiev a déjà accordé au service une augmentation de 37% de son budget. Ces efforts s'inscrivent dans la reprise en main du service lancée par le président **Petro Porochenko**, qui souhaite en faire un partenaire crédible pour son allié américain. Il avait d'ailleurs nommé en septembre un nouveau directeur, le diplomate **Egor Bojok**, qui était justement le chef de la mission de l'Ukraine auprès de l'**OTAN** jusqu'à

sa nomination. Le service cherche aussi à mettre à niveau son matériel d'interception des communications par satellite. Ils viendront sans doute équiper le site d'interception du service, proche du port d'Odessa.

Les investissements consentis serviront également à rénover son quartier général et ses annexes de Kiev. Le **SZRU** étudie aussi la possibilité d'établir une nouvelle annexe dans le quartier de Solomianka, dans l'ouest de la capitale. Par ailleurs, la réouverture d'autres centres à travers le pays, laissés à l'abandon, est envisagée. C'est notamment le cas du complexe militaire de Fastiv, au sud de Kiev. ●

FRANCE

Bientôt des marchés opacifiés pour les forces spéciales

Le 22 mars, les députés **La République en marche** ont obtenu de la ministre des armées, **Florence Parly**, la garantie de nouvelles directives ministérielles pour les marchés publics liés à la lutte contre le terrorisme. Contre le retrait de leur amendement, elle les a assurés que le gouvernement autoriserait certains marchés à déroger aux règles de publicité et de mise en concurrence. Cette décision est le fruit d'un lobbying intense d'officiers du **Commandement des opérations spéciales** (COS), qui souhaitent placer leurs achats sous le sceau du secret défense. Les futures directives devraient s'étendre aux forces de sécurité intérieure engagées dans l'antiterrorisme.

IRAK/IRAN

Massoudian pilote le rapprochement iranien des Barzani

Le consul iranien à Souleimaniye, **Sa'adollah Massoudian**, n'en finit plus d'essayer de rapprocher le clan **Barzani**, qui dirige le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) irakien, de l'Iran. Celui-ci est notamment à l'origine du récent voyage du premier ministre du GRK, **Netchirvan Barzani**, à Téhéran. Massoudian dispose d'un atout : arranger les relations avec Téhéran pourrait permettre à Erbil d'avoir plus de poids à Bagdad. Massoudian avait déjà été à la manœuvre pour rouvrir pleinement les frontières entre le Kurdistan irakien et l'Iran.

FRANCE

Les producteurs se battent pour mettre les commandos en série

Deux projets différents de série TV sur les forces spéciales sont aujourd'hui en lice pour surfer sur le succès du **Bureau des légendes** (BdL), la série de **Canal+** qui promeut la **DGSE**. **Alex Berger**, producteur du BdL, porte l'un des projets, intitulé "**Furtif**". C'est **C8** (groupe **Canal+**) qui pourrait le diffuser. **Mandarin** porte le projet concurrent, avec lui aussi des transfuges du BdL. Si la concurrence est rude, personne ne sait dire quel succès pourra atteindre une telle série, car le film **Forces spéciales** avait connu de mauvais résultats en salles. Le **Commandement des opérations spéciales** et la **Direction du renseignement militaire** suivent ces dossiers de près ([Q IOL n°759](#)).

ÉTATS-UNIS/FRANCE

L'IARPA est décidément très francophile !

C'est encore un Français qui a décroché, ce mois-ci, la première place du dernier concours de l'**IARPA**, l'agence de recherche du renseignement américain, à savoir **Pfr**, alias **Paul Froissart**. Sur la base de la **Map of the World** ([Q IOL n°717](#)), il s'agissait de développer des algorithmes décelant automatiquement des points d'intérêts sur des images satellites. Un précédent concours de l'IARPA avait déjà été remporté par des **Franchies** ([Q IOL n°772](#)).

Irak

LE RENSEIGNEMENT DÉPASSÉ PAR LA RECOMPOSITION DES DJIHADISTES

Bagdad, pris dans des jeux de politique intérieure et les batailles régionales, reste toujours aveugle face à la prégnance de la menace djihadiste.

Cellules actives. Selon les confidences d'un haut responsable irakien, en visite à Vienne à la mi-mars, l'intégration et la restructuration des milices chiites dans les forces armées régulières tiennent le haut de l'agenda sécuritaire du premier ministre **Haider al-Abadi**. Les élections législatives doivent se tenir en mai. Ce dernier devrait décrocher un second mandat. Et ce, alors que la menace djihadiste se fait toujours plus aussi pressante depuis la chute de l'**Etat islamique** (EI, ou **Daech**). Selon un rapport de situation de l'appareil sécuritaire irakien de février,

l'**Iraqi National Intelligence Service** (INIS) estime à 3 000 le nombre de combattants irakiens de l'EI qui se sont répan- dus dans la nature.

Ces djihadistes se réfugient dans le désert de l'Anbar, peuplé majoritairement de sunnites, ou bien dans les banlieues de même obédience des grandes villes du pays. Mais les rapporteurs reconnaissent l'insuffisance de renseignements pointus sur leurs filières et leurs zones de destination. L'INIS, noyauté par Téhéran, a déjà montré ses faiblesses, durant toute la campagne contre l'EI (📍 IOL n°761).

Les hauts cadres sécuritaires irakiens redoutent que les combattants djihadistes disséminés dans le pays fassent craindre une vaste campagne d'attentats, comme celle qui avait secoué le pays en 2006-2007. Or, à Bagdad, les Sunnites sont toujours autant marginalisés politiquement et les djihadistes pourraient y trouver de nouveau un terreau favorable, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Pour le moment, la principale réponse d'al-Abadi est de promettre d'envoyer l'**Iraqi Counter Terrorism Service** (ICTS, 📍 IOL n°787), le régiment d'élite conseillé et entraîné par la plupart des forces spéciales occidentales présentes dans le pays (📍 IOL n°802), qui a mené le principal effort de guerre de Bagdad contre l'EI. ●

FOCUS

BATAILLES RÉGIONALES

Cette menace persiste au moment où la guerre d'influence saoudo-iranienne rebat son plein à Bagdad. L'éventualité d'une prochaine visite en Irak du prince héritier saoudien, **Mohamed bin Salman** (MbS), a aussitôt soulevé une levée de bouclier sur place. Conseillé par Téhéran, qui ne compte pas céder un pouce de terrain, l'**Hachd al-Chaabi** ("Mobilisation populaire"), l'organisation rassemblant les principales milices chiites irakiennes, s'est tout de suite opposé à un tel déplacement. Ce n'était pas faute pour MbS d'avoir tenté d'amadouer la communauté chiite irakienne, notamment en se rapprochant du leader **Moqtada al-Sadr** depuis plusieurs mois (📍 IOL n°788). Et al-Abadi ne semble pas prêt à se recentrer entre Téhéran et Riyad : l'organisation **Badr**, membre de la Mobilisation populaire et considérée comme l'une des plus proches des **Pasdarans** iraniens, soutient sa réélection.

Cette guerre d'influence se double en plus de la bataille entre le Qatar et le bloc saoudo-émirati, qui se répercute aussi en Irak. Plusieurs officiels émiratis ont ainsi accusé la semaine dernière Doha de soutenir financièrement la Mobilisation populaire, ce que le Qatar dément.

OÙ EST AL-BAGHDADI ?

En Irak, cette menace djihadiste diffuse intervient alors que le chef de l'EI, **Abou Bakr al-Baghdadi**, reste introuvable. Il aurait été soigné dans un hôpital syrien pendant un temps, en début d'année. Une importante source d'un service du renseignement du Golfe se risque à le situer aujourd'hui dans un pays arabo-africain, notamment le Soudan.

ARABIE/IRAN Les Scuds sur Riyad vont-ils plomber les négociations secrètes de Mascate ?

Les Scuds tirés par les Houthis sur Riyad dans la nuit du 25 mars sont la dernière secousse publique des négociations secrètes qui se tiennent à Mascate depuis plusieurs semaines.

Selon nos informations, les services saoudiens, soutenus par les Emiratis et les Américains d'un côté, et les **Houthis**, sponsorisés par les Iraniens de l'autre, ont repris les discussions en Oman il y a plusieurs semaines. Celles-ci visent à trouver une issue honorable au conflit pour toutes les parties prenantes. Les tirs de *Scud* viennent surtout rappeler à Riyad que l'Arabie n'est pas forcément en position de force dans ces rounds de négociation.

Selon les sources d'*Intelligence Online* dans plusieurs pays du Golfe,

ces pourparlers sont organisés par **Yusuf bin Alawi bin Abdullah**, l'infatigable sherpa des missions diplomatiques impossibles du sultan **Qaboos bin Said**. Ce grand diplomate a réussi à réunir à Mascate, le 26 février et le 8 mars, le porte-parole des rebelles **houthis**, **Mohamed Abdul Salam**, et l'équipe d'**Ahmed al-Assiri**, numéro deux du **General Intelligence Presidency** (GIP), le service saoudien de renseignement extérieur, et conseiller du prince héritier saoudien **Mohamed bin Salman** (MbS, 📍 IOL n°764).

Les deux parties, saoudiennes et **houthis**, ont prévu d'organiser une nouvelle rencontre le 5 avril pour présenter une feuille de route des pourparlers. Les *Scuds* pourraient cependant retarder cet agenda.

La reprise de la discussion entre **Houthis** et services saoudiens est

passée par plusieurs canaux. Selon nos sources, lors de sa visite en Oman début février, le président égyptien **Abdelfattah al-Sissi** avait commencé à tester l'idée auprès de ses interlocuteurs omanais. Il y avait été encouragé par son parrain financier, le prince héritier d'Abou Dhabi, **Mohamed bin Zayed al-Nahyan**. MbZ est d'autant plus enclin à pousser à la reprise des négociations qu'il compte ne pas continuer indéfiniment à engager ses forces militaires dans le pays.

Cette initiative émiratie a été soutenue en parallèle par le Pentagone. **James Mattis**, le secrétaire à la défense, a ainsi effectué une visite à Mascate le 12 mars. Soutien principal de la coalition sunnite au Yémen en matière de fourniture de renseignement et même d'opérations

spéciales sur le terrain, les Etats-Unis, associés aux Emirats, tâchent de convaincre MbS de faire des concessions sur ce dossier. Les Omanais doivent, de leur côté, persuader l'Iran de lâcher du lest dans leur soutien aux **Houthis**. Yusuf bin Alawi bin Abdullah était ainsi à Téhéran du 17 au 20 mars. En plus de nombreux officiels, il y aurait rencontré **Mohammad Ali Jaafari**, le commandant suprême des **Pasdarans** iraniens.

Si les négociations devaient aboutir, le grand perdant serait sans aucun doute le président yéménite reconnu par la communauté internationale, **Abd Rabbo Mansour Hadi**. Celui-ci, totalement dépendant du bon vouloir de Riyad, est maintenu à l'écart de ces tractations. Totem abhorré des **Houthis**, il devrait faire les frais d'un éventuel plan de paix.

Russie/Chine/Etats-Unis

LES DÉBOIRES DU GÉANT CHINOIS CEFC EXPOSENT SES PARTENAIRES RUSSES

Le groupe EN+ d'Oleg Deripaska se retrouve exposé aux turbulences américaines qui secouent son partenaire chinois, CEFC. Enquête.

Une relation nickel. L'empoisonnement de **Sergueï Skripal** et la crise diplomatique qu'il a suscitée augmentent encore la pression sur les oligarques russes actifs en Occident. Alors que les services britanniques de renseignement, **MI6** en tête, n'ont toujours pas digéré l'introduction en bourse à Londres d'**EN+** (📍 IOL n°800), le conglomérat de l'oligarque **Oleg Deripaska**, celui-ci pourrait être confronté à de nouveaux problèmes à l'Est. Holding de tête du groupe **RusAl**, EN+ est aujourd'hui exposé à la bataille qui se joue entre Pékin et Washington autour de l'enquête des autorités américaines sur le fonds énergétique chinois **CEFC China Energy**.

En janvier, EN+ a ainsi coopté à son CA **Guang Ming Zhao**, le patron de la branche internationale de **CEFC**, aujourd'hui **AnAn International**. De plus, depuis plusieurs mois, CEFC est devenu le fer de lance de Pékin pour s'insérer sur le marché des ressources naturelles russes. Selon plusieurs de nos sources, CEFC est l'un des principaux souscripteurs en bourse d'EN+. Et le fonds chinois négocie depuis plusieurs mois le rachat des parts de **Glencore** et de la **Qatar Investment Authority (QIA)** dans **Rosneft** (14%), le grand groupe pétrolier dirigé par **Igor Setchine**, proche de **Vladimir Poutine**. Selon nos informations, ces accords font largement phosphorer la CIA depuis de longs mois (📍 IOL n°781).

Le FBI dans la danse. Les cartes sont rebattues depuis la fin d'année dernière : CEFC est opportunément accusé par le **FBI** d'avoir monté un vaste réseau de corruption dans plusieurs pays d'Afrique (Ouganda, etc.). Les projets du fonds sont en partie bloqués depuis, notamment sur les marchés occidentaux. Le fondateur du groupe, **Ye Jianming**, est depuis quelques semaines soumis à une enquête administrative chinoise. Si l'accord avec Rosneft semble toujours être maintenu, Pékin n'a pas dit son dernier mot pour soutenir son poulain : deux fonds rattachés au ministère chinois de l'économie, **Huarong** et **CITIC**, sont en train de prendre des participations dans CEFC. ●

FOCUS

DERIPASKA, BIEN CONSEILLÉ À LONDRES

Le groupe EN+ est présidé depuis novembre 2017 par **Lord Gregory Barker**, baron **Barker of Battle**, l'ancien ministre de l'énergie de **David Cameron**. Via son fonds personnel, **Pont Street Capital Holdings**, Barker siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés actives dans les énergies renouvelables (**Powerhive**, **Equinox Energy Capital**, **SolarCity**). Il conseille également **Lydus Partners**, une société de stratégie disposant d'intérêts azérbaidjanais.

ET AUSSI À PARIS

Le très discret banquier **Philippe Mailfait** a été confirmé en février comme administrateur d'EN+. Il a en sus été nommé à la tête du comité d'audit et de celui des rémunérations du groupe. Mailfait gravite dans l'orbite de Deripaska depuis au moins 2009, après un premier début de carrière dans la banque d'affaires parisienne. Selon nos informations, il était auparavant le gestionnaire de fortune de **Gustave Leven** chez **Marceau Investissements** et **Trion Finance**. Fondateur de **Perrier**, Leven avait monté Marceau avec deux autres vétérans du capitalisme français, **Georges Pébereau** et **Jean-Louis Descours**, et la société d'investissement avait été abondée par la moitié du CAC 40 (**Suez**, **Elf**, **CDC**, etc.). Il continue d'opérer aujourd'hui à opérer une petite société unipersonnelle à Paris.

Un autre Français a rejoint EN+ en décembre, à savoir **Dominique Fraisse**, le représentant de **Natixis** à Moscou.

ÉTATS-UNIS MAG Aerospace, partenaire ISR favori des forces spéciales US

Une petite société, MAG Aerospace, apparaît de plus en plus comme le prestataire privilégié du renseignement US dans les zones de crise.

Encore observés ces dernières semaines au-dessus de la Libye, les avions de **MAG Aerospace** sont régulièrement dépêchés dans le pays pour des missions sensibles (📍 MC n°1285). C'est avant tout grâce à son expertise dans les drones légers et les avions d'*Intelligence, Surveillance & Reconnaissance* (ISR) que le groupe basé en Virginie s'est rendu indispensable au renseignement et aux forces spéciales US. Ses pilotes et techniciens sont présents dans de nombreuses opérations en Irak et en Syrie, ainsi qu'en Afghanistan.

MAG Aerospace a été lancé en 2013 par **Joseph Fluet**, avocat passé notamment par le cabinet **Williams &**

Connolly, avant de fonder la firme de renseignement privé **Constellation Consulting Group** avec **Enrique Prado**. Ce dernier est plus connu pour avoir été le directeur des programmes spéciaux de feu **Blackwater**. A la tête du groupe MAG, Fluet s'est entouré de spécialistes de l'ISR, parmi lesquels **Sam Sblendorio**, ex-**Sierra Nevada Corp**, poids lourd du renseignement aéroporté (📍 IOL n°746). Son *advisory board* compte plusieurs ex-membres de la communauté américaine du renseignement, dont l'ex-CIA **Mary Beth Long**, qui a beaucoup travaillé sur la Libye (📍 MC n°1063).

Présents au Levant, les opérateurs de MAG pilotent, toujours selon nos informations, les drones légers *Aerosonde Mk4* fournis par **Textron** qui évoluent au-dessus de la Jordanie, de l'Irak et de la Syrie. Ces derniers sont employés pour la traque des cibles à haute valeur ajoutée (HVT), en parti-

culier au sud de la Syrie, zone d'action privilégiée des bérêts verts du **5th Special Forces Group**.

Sous la direction de **Matthew Schleich**, un vétéran du commandement des opérations spéciales de l'**US Air Force** (AFSOC), l'équipe afghane de MAG coordonne la gestion de la flotte d'hélicoptères commerciaux partagée entre l'armée afghane et le **National Directorate of Security** (NDS), le service de renseignement afghan. Les aviateurs du groupe américain forment depuis 2015 les pilotes de la **Special Mission Wing** (SMW), unité des forces spéciales afghane spécialisée dans les assauts aéroportés nocturnes. MAG est aussi chargé de la maintenance de leurs hélicoptères *Mi-17* et de leurs **Pilatus PC-12**.

En complément de son appui aux missions de combat, MAG a lancé une activité de formation en matière de patrouille maritime et de surveillance

aérienne, que l'entreprise souhaite développer dans la zone pacifique. Le groupe entraîne les opérateurs du corps des *marines* philippins à l'utilisation de ses drones légers *Super Swiper II*, livrés en décembre dernier lors d'une fastueuse cérémonie présidée **Rodrigo Duterte**. MAG assiste également les pilotes de **Beechcraft King Air 350** de la **Royal Malaysia Police** (RMP).

À travers sa filiale canadienne **MAG Logistics**, le groupe cherche à donner une image plus philanthropique de ses activités en remportant des contrats humanitaires, notamment en appui de missions des **Nations unies** en Afrique. Il a également assuré le rapatriement en décembre et janvier derniers de plus de 10 000 réfugiés syriens vers le Canada. Selon nos informations, MAG a également coordonné leur accueil et leur sécurité sur le territoire canadien.

ARABIE SAOUDITE Société générale, conseil du fonds souverain de MbS

Alors que Paris peine à retrouver des interlocuteurs bien placés en Arabie saoudite, la **Société générale** est devenue, selon nos informations, l'un des conseils financiers du **Public Investment Fund** (PIF). La banque française l'assiste notamment dans sa politique d'investissement à l'étranger.

Le directeur du *risk management* du PIF, **Martin Botha**, chargé de mettre sur pied un département aux meilleurs standards, occupait d'ailleurs cette fonction chez **Kleinwort Hambros**, une banque britannique rachetée en 2016 par la Société générale.

L'établissement a pourtant connu quelques difficultés dans le conseil à des fonds souverains : depuis plusieurs mois, elle est soumise à une enquête du *Department of Justice* (DoJ) américain pour ses affaires passées avec la **Libyan Investment Authority** (LIA,

📍 [IOL n°796](#)). Le DoJ, dont l'enquête concerne également des manipulations potentielles du cours du **Libor**, épiluche toutes les données de la banque sur ces dossiers. Muette pendant toute la procédure, la Société générale estime pouvoir clore ces dossiers dans les prochaines semaines et a déjà provisionné près de 2,5 milliards \$ pour payer son amende.

Le **Crédit agricole** (CA) était traditionnellement bien placé en Arabie via sa filiale locale **Banque Saudi Fransi** (BSF), mais il est aujourd'hui handicapé à Riyad. Son représentant sur place et vétéran des relations financières bilatérales, **Patrice Couvignes**, s'est retrouvé dans le viseur de l'équipe anti-corruption du prince **Mohamed bin Salman**, alors que le Crédit agricole était en train de céder la BSF au **Kingdom Holding Co** de **Walid bin Talal** (📍 [IOL n°794](#)). ●

ROYAUME-UNI Le député Kawczynski de retour dans la galaxie de Kaplan

Le parlementaire conservateur britannique **Daniel Kawczynski** vient récemment d'être embauché par l'homme d'affaires multiscartes **Thomas Kaplan**, pour conseiller son fonds d'investissement **Electrum Group**, spécialisé dans le secteur minier (📍 [IOL n°797](#)).

Kawczynski n'en est pas à sa première mission pour l'influent Kaplan. Le parlementaire, très actif en Libye depuis la chute de **Mouammar Kadhafi**, avait créé en 2012

son cabinet de conseil, **Saraya Al-Hamra Solutions** (SAH), spécialisé dans le pays. SAH, dissout en 2016, comptait alors déjà parmi ses clients **Electrum** et **Tigris Financial Group**, un autre fonds d'investissement appartenant au magnat américano-suisse (voir *Maghreb Confidential*, 📍 [MC n°1110](#)).

L'alliance Kaplan-Kawczynski a pu être facilitée par **Jonathan Powell**, l'ancien envoyé de **David Cameron** (📍 [IOL n°785](#)). ●

ROYAUME-UNI/QATAR Lord Stevens refait l'éthique du sport qatari

L'ancien patron de la **Metropolitan Police**, **John Stevens**, baron **Stevens of Kirkwhelpington**, vient à la mi-mars de se faire bombarder président du comité d'éthique de la **Sports Integrity Global Alliance** (SIGA). La SIGA est le nouvel outil de Doha dans le domaine, afin de réagir aux accusations de corruption qui pèsent sur l'attribution par la **FIFA** de la coupe du monde de football dans le pays.

Rattachée à l'**International Centre for Sport Security** (ICSS), déjà inspiré par Lord Stevens, la SIGA regroupe un nombre important d'ex-sportifs, de politiques, mais aussi de consultants, comme **Michael Hershman**, PDG du cabinet **Fairfax Group**, vétéran des services américains de renseignement militaire et cofondateur de **Transparency**

International (📍 [IOL n°537](#)), ou encore **Frédéric Thiry**, de l'**ADIT**.

Outre l'ancien policier australien **Chris Eaton**, passé par **Interpol** puis la **FIFA** (📍 [IOL n°630](#)), l'ICSS est notamment conseillé par **Ali Soufan**, l'ancien agent du **FBI** critique envers Riyad, qui dirige par ailleurs la **Qatar International Academy for Security Studies** (QIASS, 📍 [IOL n°661](#)).

Ex-conseiller sécurité internationale de **David Cameron**, Stevens est un précurseur dans le domaine, avec sa société de renseignement d'affaires **Quest Global**. Il réalise depuis des années la majorité de son chiffre d'affaires dans les enquêtes d'intégrité dans le sport, notamment à Doha, relation entamée dans les courses hippiques (📍 [IOL n°740](#), [IOL n°697](#)). ●

ISRAËL/AFRIQUE

Gaby Peretz revient au Sénégal en volant

Selon nos informations, **Gaby Peretz**, à la tête de sa société de courtage de matériel militaire, **AD Consultants** (AD Con), viendrait de résigner plusieurs contrats de fourniture d'équipements de sécurité avec la police sénégalaise. Cet ancien de l'**Israeli Air Force** (IAF) est un proche du président **Macky Sall**. Peretz devrait aussi bientôt livrer un avion de transport **CASA CN-235**, produit sous licence par **Indonesian Aerospace**. Peretz en est tout récemment devenu l'agent pour l'Afrique. Il doit aussi livrer un engin de ce type au Burkina Faso, ainsi qu'un en Guinée. Dans ce dernier pays, Gaby Peretz est donc revenu en bonnes grâces. Il avait dû déposer une demande d'arbitrage contre Conakry l'année dernière, pour des impayés (📍 [IOL n°784](#)).

ÉTATS-UNIS

Simon Limage, responsable de la non-prolifération chez Culmen

Simon Limage vient d'être nommé en mars responsable du département non-prolifération du cabinet américain **Culmen International**. De 2011 à 2017, Limage était le numéro deux de **Thomas Countryman**, l'ex-*Assistant Secretary of State for International Security and Nonproliferation*. Il y pilotait les programmes de destruction des armes chimiques en Syrie et en Libye. Présidé par **Daniel Berkon**, Culmen fournit notamment au Pentagone des stocks d'armes légères de l'ex-bloc soviétique (📍 [IOL n°661](#)).

QATAR/ÉTATS-UNIS

Palantir traite les données de Doha

Palantir, la société de traitement de données de masse financée par **Peter Thiel** et **In-Q-Tel**, le fonds de la communauté américaine du renseignement, ne s'est donc pas installée pour rien à Doha (📍 [IOL n°801](#)). Selon nos informations, la société a bien signé un accord avec les autorités qataries pour traiter les données des services de l'Emirat. Ce contrat intervient alors que Washington se repositionne du côté saoudien dans la crise du Golfe.

ÉTATS-UNIS

L'ARPA sélectionne l'entreprise parrainée par Michael Hayden

L'agence de recherche du renseignement américain, l'**ARPA**, vient de confier une part du développement de son programme *VirTue*, dédié à la sécurisation des environnements de travail, à **Next Century**. Depuis sa création en 2002, elle a réuni autour d'elle un conseil consultatif de choix, où siègent notamment l'ex-directeur de la **NSA**, **Michael Hayden**, le parlementaire **Mike Rogers**, qui a longtemps présidé le *House Permanent Select Committee on Intelligence*, et **John Scott Redd**, l'ancien patron du **National CounterTerrorism Center** (NCTC). Next Century participe déjà à plusieurs programmes de la **DARPA**.

ÉTATS-UNIS Pourquoi Duff & Phelps met la main sur Kroll

En annonçant le 13 mars acquérir **Kroll**, la société de services financiers **Duff & Phelps** fait une entrée fracassante dans le renseignement d'affaires mondial. La négociation durait depuis plusieurs mois. Duff & Phelps veut se positionner sur un segment plus *premium* de ses services de *litigation support* et de *due diligence*. Le cabinet avait déjà commencé à montrer les muscles dans le domaine dès la fin 2017 : la société a embauché **John Bass**, un ancien du **National Clandestine Service (NCS)** de la **CIA**, pour piloter le département de gestion du risque.

C'est cependant un Kroll affaibli sur lequel met la main Duff & Phelps : si celui de Londres continue de porter beau, plusieurs bureaux du groupe ont perdu de leur superbe, comme Dubaï (Q IOL n°795) ou Paris (Q IOL n°783). La vente de Kroll à Duff & Phelps fait de la

maison-mère du cabinet d'enquête, **Corporate Risk Holdings (CRH, ex-Altegrity)**, une véritable structure de défaisance. CRH a clos ces derniers mois nombre de procédures aux Etats-Unis dans le cadre de son placement sous le régime de la banqueroute (*Chapter 11*). Cependant, la holding continue de poursuivre devant les cours américaines plusieurs ex-dirigeants d'**USIS**, son ancienne filiale spécialisée dans les enquêtes de sécurité pour le gouvernement. CRH reproche toujours à ces cadres, comme **Mitch Lawrence**, aujourd'hui chez **PAE**, ou **Sharon T. Rowlands**, d'avoir été négligents. USIS avait été victime d'une vaste brèche de sécurité et, en parallèle, une enquête pour fraude avait été déclenchée (Q IOL n°741). La plupart des contrats avec les agences américaines de sécurité avaient été rompus, forçant la société à fermer. ●

ÉTATS-UNIS Qui voudra de Constellis ?

Le fonds d'investissement **Apollo Global Management (AGM)** trouvera-t-il un repreneur pour **Constellis (ex-Academi)**, le géant américain de la sécurité privée, qu'il a mis en vente il y a plusieurs semaines ?

Plusieurs groupes se sont montrés intéressés et ont regardé le dossier, au premier rang desquels le britannique **G4S**, le canadien **Garda** ou encore la société de services au gouvernement américain **Allied Universal Security Services**. Cependant, selon nos informations, aucun n'a encore fait une offre atteignant la valorisation attendue par Apollo. Le fonds avait acheté Academi pour près d'1 milliard \$ et en demanderait aujourd'hui plus du double, seulement deux ans après. Dans l'intervalle, Apollo a aggloméré autour de Constellis plusieurs sociétés

(**Olive Group, Triple Canopy, etc.**, Q IOL n°771) pour muscler l'ensemble.

G4S comme Garda seraient particulièrement réticents à mettre au pot, trouvant la valorisation trop élevée. Surtout, Apollo demanderait une avance conséquente. De plus, Garda se remet à peine de son rachat d'**Aegis Defence Services (ADS)** en 2015 et de la difficile intégration qui en a suivi (Q IOL n°746, IOL n°738).

Surtout, Constellis a perdu un peu de sa superbe à l'étranger. La société a largement réduit la voilure de son bureau de Dubaï et serait sur le point de fermer celui de Londres. Ce qui recentre son centre de gravité à Washington, où le contrat **Worldwide Protective Service** du Département d'Etat ne tiendrait pas toutes ses promesses. ●

ISRAËL Le ministère de la défense ne lâche pas NSO

Le ministère israélien de la défense soutient toujours le spécialiste des interceptions **NSO Group** (aujourd'hui **Q Cyber Technologies**). Soumis à la demande récente de la députée **Tamar Zandberg** à la **Cour suprême** de révoquer la licence d'exportation du groupe, le ministère s'est pour le moment borné à répondre, selon nos informations, que les accusations contre les activités de NSO au Mexique n'étaient pas étayées. De plus, le ministère

note que le pouvoir judiciaire n'avait pas à connaître la raison de ce choix d'accorder une telle licence d'export, décidé par l'exécutif.

Dans sa pétition à la Cour suprême, la députée de la Knesset du parti local de gauche **Meretz** vise spécifiquement le contrat de NSO au Mexique. Celui-ci serait à l'origine un contrat de **Circles** (Q IOL n°784), l'une des sociétés qui compose le groupe NSO (Q IOL n°788). ●

FRANCE

Deniau rejoint Calvar dans le privé

Patrick Calvar n'est plus seul dans son cabinet de conseil **C. Conseil**, qu'il a fondé en septembre après son départ de la direction du service français de renseignement intérieur, la **DGSI** (Q IOL n°789). Son ex-cheffe de cabinet, **Marie Deniau**, vient de quitter le service pour le rejoindre.

ÉTATS-UNIS/EMIRATS

Turner réunit son ancienne équipe de PwC chez FTI à Dubaï

Deux anciens membres de l'équipe de **Daniel Turner** du département d'expertise technico-légale (*Forensics*) de **PwC** à Dubaï, **Mustafa Imad Mahdi** et **Philip Allister**, viennent d'être embauchés au sein du bureau émirati du cabinet britannique de conseil **FTI Consulting**. Chez PwC jusqu'en décembre 2016, Turner a rejoint FTI en septembre pour piloter son département *Forensics* (Q IOL n°795).

ÉTATS-UNIS

L'ex-FBI E.J. Hilbert vise la RGPD

Ancien spécialiste de la cybercriminalité au **FBI**, passé par **Kroll**, **E.J. Hilbert** a récemment lancé à Los Angeles les cabinets **ECK Cyber Consulting** et **Secure Credit Solutions**. Via ECK, Hilbert se propose de mettre les entreprises de la Silicon Valley aux normes du règlement général sur la protection des données (RGPD) européenne.

ROYAUME-UNI

Le bras droit de Lord Maude conseille Arbuthnot

L'ex-conseillère de **Francis Maude**, baron **Maude of Horsham**, lorsqu'il était ministre du commerce, **Simon Finn**, baronne **Finn**, vient de rejoindre la prestigieuse et vénérable banque d'affaires **Arbuthnot Latham & Co**. Mais Simon Finn, très proche du conservateur **Michael Gove**, continue également de suivre Lord Maude, qui préside aujourd'hui **GPW**, dans sa carrière dans le privé. Finn est ainsi associée de ses cabinets **Francis Maude Associates** et **FMA Partners** (Q IOL n°788).

ROYAUME-UNI

Lord Hain, consultant d'O'Connor

L'ancien *Minister of State for Foreign & Commonwealth Affairs* de **Tony Blair**, Lord **Peter Hain**, devient conseiller occasionnel d'**Africa Risk Consulting**, le petit cabinet de **Tamara O'Connor**, ancienne de **Control Risks Group** puis de **Kroll** sur les dossiers du continent. A la tête de sa société, cette native du Zimbabwe a, par le passé, travaillé pour **Rio Tinto**, notamment en Guinée (Q IOL n°733). A la tête de son propre cabinet, **Strategia Worldwide** (Q IOL n°762), Lord Hain connaît très bien le secteur minier africain : il est administrateur de la junior **Amara Mining** et du trader **African Potash** (Q IOL n°797).

- Due Diligence -

EMIRATS ARABES UNIS Avec Milrem, la défense scandinave garde un pied à Abou Dhabi

Via le groupe de défense estonien Milrem, l'entreprise finlandaise Patria peut continuer à vendre aux Emirats, tout en se rapprochant du Qatar.

Le nouveau drone terrestre (UGV) *TheMIS*, développé par le groupe estonien de défense Milrem, a été présenté fin février à Abou Dhabi lors de la conférence dédiée aux drones, *Unmanned Systems Exhibition and Conference* (UMEX), co-organisée par le ministère émirati de la défense. Milrem, bien implanté dans le pays, est détenu depuis octobre dernier à 60% par le groupe de défense finlandais Patria. Le reste des parts appartient à l'homme d'affaires estonien Kuldar Vaarsi, ex-président de l'*Estonian Defense Industry Association* (EDIA).

Milrem développe des drones terrestres, testés depuis début 2017 par les forces émiraties, spécialement adaptés aux milieux désertiques, avec le groupe émirati *International Golden Group* (IGG) du clan Al-Kaabi. Présidé par Mohammed Hilal

al-Kaabi, IGG a longtemps été l'un des partenaires favoris des groupes occidentaux de défense, tels que le français *Thales* et le britannique *BAE Systems* (lire l'*Insiders* [ici](#)). En outre, Milrem envisage d'installer aux Emirats une unité de production en partenariat avec IGG. La présence du groupe estonien aux Emirats est plus que stratégique pour Patria, lui-même mis en difficulté sur ses exportations dans le pays. Le groupe finlandais, jusqu'ici très actif à Abou Dhabi, a été forcé de se justifier sur ces activités en janvier. Le quotidien norvégien *Verdens Gang* avait alors dévoilé que ses véhicules blindés, vendus aux Emirats en 2016, étaient utilisés par la coalition arabe dans ses combats contre les milices *Houthis*, soutenues par Téhéran. D'autant plus que, forcé de revoir sa stratégie dans la région, Patria se rapproche du nouveau fonds du public qatari dédié à la défense *Barzan Holdings* ([IOL n°799](#)). Doha, en pleine crise avec ses pays voisins, dont les Emirats ([IOL n°788](#)), souhaite développer son propre blindé *made in Qatar*. ●

MILREM

BETOONI 6A, 11415, TALLINN

KULDAR VAARSI

Fondateur et président. Kuldar Vaarsi a fondé Milrem en 2013. Via sa société *Sinrob*, Vaarsi détient toujours 40% du groupe. Président de l'*Estonian Defense Industry Association* (EDIA) de 2014 à 2016, Vaarsi était auparavant un haut cadre de l'entreprise publique de transport *Elron*.

HEIKKI ALLONEN

Co-actionnaire, PDG de Patria. A la tête du groupe de défense finlandais Patria depuis 2008, Heikki Allonen a acquis 60% des parts de Milrem en octobre 2017. Patria est lui-même détenu à 50,1% par l'Etat finlandais et 49,9% par le groupe de défense norvégien *Kongsberg*. Ce dernier vient de sceller mi-mars un accord de coopération avec Doha, le plus important jamais signé par *Kongsberg*, évalué à près de 2 milliards \$. Cet accord prévoit la mise en place d'une joint-venture, *BK Systems*, aux côtés du fonds public qatari dédié à la défense *Barzan Holdings*.

Retrouvez plus d'articles Due Diligence sur INTELLIGENCEONLINE.FR

- Surveillance & Interception -

LES FOURNISSEURS

TRACK CARS

Valbonne. Le spécialiste du pistage de véhicule a entraîné, en 2017, les policiers de l'unité anti-drogue afghane. Créée en 2007, l'entreprise dirigée par Sébastien Salmi équipe la *BRI*.

PHOTOSPACE

Dammarie-les-Lys. L'entreprise a perfectionné ses balises dans le cadre d'un programme co-financé par l'intérieur et la défense. Dirigée par Antoine Guénin, elle fabrique aussi des caméras thermiques miniaturisées.

POINT CORE

Fontenay-sous-Bois. Point Core commercialise la gamme de balises *Géopisteur*. Cette PME a été lancée en 2008 par Christian Falissard et Nicolas Bouquet, deux ingénieurs issus d'Ipricot.

Retrouvez plus d'articles Surveillance & Interception sur INTELLIGENCEONLINE.FR

FRANCE Beauvau investit dans des balises GPS résistantes au brouillage

Les services du ministère de l'intérieur ont attribué mi-mars un contrat record pour l'achat de nouvelles balises de géolocalisation.

Contre-mesures. Après avoir soutenu le développement d'émetteurs miniaturisés ([IOL n°756](#)), Beauvau souhaite désormais résoudre la problématique des brouilleurs. Criminels et terroristes sont en effet susceptibles de recourir à des contre-mesures capables de saturer les fréquences utiles à la réception des signaux GPS et à l'émission de données vers les enquêteurs, le plus souvent via les réseaux GSM. La prolifération de ces brouilleurs est d'autant plus grande que leur commercialisation a été autorisée en France jusqu'en 2012.

Redondance. Pour contrer ce risque, un contrat de 1,5 million € a été confié à trois sociétés françaises - *Track Cars*, *Photospace* et *Point Core* - qui développent des balises de géolocalisation à même

de contourner les effets du brouillage. Pour assurer une géolocalisation en toutes circonstances, elles ont intégré à leurs appareils des émetteurs supplémentaires qui transmettent leurs données sur des gammes de fréquences distinctes.

Photospace propose une balise de géolocalisation comportant un émetteur radio longue portée, capable de prendre le relais en cas de brouillage de la transmission GSM. Le fabricant est également connu pour sa gamme de balises *Sil'ex*, dont certaines peuvent émettre pendant plusieurs mois.

Fournissant déjà la préfecture de police de Paris, Point Core a été retenu pour ses balises aptes à envoyer leurs données via le réseau de communication par satellite *Iridium*. Le fabricant français propose cette solution qui facilite le suivi des suspects à l'échelle internationale, sans dépendre des opérateurs télécom locaux. Une solution similaire est également proposée par *Track Cars* et par *Stancom*. ●

Abonnement annuel

1 005 €

23 NUMÉROS PAR E-MAIL

- ✦ L'édition en ligne
- ✦ Les dossiers spéciaux
- ✦ La collection *Insiders*
- ✦ Les archives depuis 1992

INTELLIGENCE ONLINE est édité tous les 15 jours depuis 1980, en français et en anglais, par **Indigo Publications**

- Directeur de publication: Maurice BOTBOL ► Directeur de la rédaction: Philippe VASSET
- Rédacteur en chef: Pierre GASTINEAU ► Chef de rubrique: Lazare BEULLAC ► Journaliste: Pénélope BACLE
- Tél: +33 1 44 88 26 06 ► Fax: +33 1 44 88 57 33

© Indigo Publications - Reproduction et diffusion interdites sans autorisation écrite.

ISSN: 1635-9038 ► Publié sur www.IntelligenceOnline.fr (Commission paritaire: 1220 W 90645)

► **Autres publications:** La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidentiel, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, La Lettre A, PresseNews.

**indigo
publications**

R'intelligence des faits
142, rue Montmartre
75002 Paris
Tél: + 33 1 44 88 26 10
info@indigo-net.com